



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/23 (Partie I)
12 octobre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
Point 18 de l'ordre du jour

RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE D'ETUDIER LA SITUATION EN CE
QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE
L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX*

(sur ses travaux de 1990)

Rapporteur : M. Mohammad Nadjat SHAHEED (République arabe syrienne)

CHAPITRE I

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
LETTRE D'ENVOI		5
I. CREATION, ORGANISATION ET ACTIVITES DU COMITE SPECIAL ..	1 - 134	6
A. Création du Comité spécial	1 - 13	6
B. Ouverture de la session de 1990 du Comité spécial et élection du bureau	14 - 15	11
C. Organisation des travaux	16 - 21	11
D. Réunions du Comité spécial et de ses organes subsidiaries	22 - 37	13

* Le présent document contient le chapitre I du rapport du Comité spécial à l'Assemblée générale. Les autres chapitres ont été publiés séparément sous la cote A/45/23 (Parties II à VIII). Le rapport complet sera publié ultérieurement en tant que Supplément No 23 des Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session (A/45/23).

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
E. Question de la liste des territoires auxquels la Déclaration est applicable	38 - 50	17
F. Examen d'autres questions	51 - 81	22
1. Questions concernant les petits territoires	51 - 53	22
2. Application par les Etats Membres de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes relatives à la question de la décolonisation	54 - 55	22
3. Question de la tenue d'une série de réunions hors Siège	56 - 57	22
4. Plan des conférences	58 - 61	23
5. Contrôle et limitation de la documentation	62 - 63	24
6. Coopération et participation des puissances administrantes aux travaux du Comité spécial ...	64 - 67	25
7. Participation de représentants des territoires aux travaux du Comité spécial	68 - 69	25
8. Semaine de solidarité avec les peuples de Namibie et de tous les autres territoires coloniaux, y compris ceux d'Afrique du Sud, en lutte pour la liberté, l'indépendance et les droits de l'homme	70 - 71	26
9. Représentation à des séminaires, réunions et conférences organisés par des organisations intergouvernementales et autres organisations ..	72 - 73	26
10. Décennie internationale de l'élimination du colonialisme	74 - 76	27
11. Rapport du Comité spécial à l'Assemblée générale	77 - 79	27
12. Questions diverses	80 - 81	28
G. Relations avec les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales	82 - 103	28

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

Chapitre	Paragraphes	Pages
1. Conseil de sécurité	82 - 84	28
2. Conseil de tutelle	85 - 86	28
3. Conseil économique et social	87	29
4. Commission des droits de l'homme	88 - 89	29
5. Comité spécial contre l' <u>apartheid</u>	90 - 91	29
6. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	92	30
7. Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien	93	30
8. Institutions spécialisées et organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies	94 - 95	30
9. Mouvement des pays non alignés	96	30
10. Organisation de l'unité africaine	97 - 100	30
11. Organisations non gouvernementales	101 - 102	31
12. Accession de la Namibie à l'indépendance	103	31
H. Décisions concernant des conventions, études et programmes internationaux	104 - 134	31
1. Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	104 - 105	31
2. Etat de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d' <u>apartheid</u>	106 - 107	32
3. Deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	108 - 109	32
I. Récapitulation des travaux	110 - 120	32
J. Travaux futurs	121 - 132	37
K. Conclusion de la session de 1990	133 - 134	40
<u>Annexe.</u> LISTE DES DOCUMENTS OFFICIELS PUBLIES PAR LE COMITE SPECIAL EN 1990		42

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Documents</u>
II. TRENTIEME ANNIVERSAIRE DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX	A/45/23 (Partie II)
III. DIFFUSION D'INFORMATIONS SUR LA DECOLONISATION	
IV. QUESTION DE L'ENVOI DE MISSIONS DE VISITE DANS LES TERRITOIRES	A/45/23 (Partie III)
V. ACTIVITES DES INTERETS ETRANGERS, ECONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT OBSTACLE A L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX DANS TOUS LES TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE, ET AUX AUX EFFORTS TENDANT A ELIMINER LE COLONIALISME, L'APARTHEID ET LA DISCRIMINATION RACIALE EN AFRIQUE AUSTRALE	A/45/23 (Partie IV)
VI. ACTIVITES MILITAIRES DES PUISSANCES COLONIALES ET DISPOSITIONS A CARACTERE MILITAIRE PRISES PAR ELLES DANS LES TERRITOIRES SOUS LEUR ADMINISTRATION ET QUI POURRAIENT ENTRAVER L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX	
VII. APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	A/45/23 (Partie V)
VIII. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUEES CONFORMEMENT A L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES	
IX. SAHARA OCCIDENTAL, TIMOR ORIENTAL, GIBRALTAR, NOUVELLE-CALÉDONIE, TOKELAOU, ANGUILLA, PITCAIRN, ILES CAIMANES, MONTERRAT, BERMUDES, ILES TURQUES ET CAIQUES, ILES VIERGES BRITANNIQUES, SAINTE-HELENE, GUAM, SAMOA AMERICAINES, ILES VIERGES AMERICAINES, TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE	A/45/23 (Partie VI)
X. ILES FALKLAND (MALVINAS)	A/45/23 (Partie VII)
XI. NAMIBIE	A/45/23 (Partie VIII)

LETTRE D'ENVOI

Le 10 octobre 1990

Monsieur le Secrétaire général,

Conformément à la résolution 44/101 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1989, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le rapport que le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a présenté à l'Assemblée générale. Ce rapport porte sur les travaux du Comité spécial durant l'année 1990.

Le Président du Comité spécial chargé
d'étudier la situation en ce qui
concerne l'application de la
Déclaration sur l'octroi de
l'indépendance aux pays et
aux peuples coloniaux

(Signé) Tesfaye TADESSE

Son Excellence
Monsieur Javier Pérez de Cuéllar
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies
New York

CHAPITRE PREMIER

CREATION, ORGANISATION ET ACTIVITES DU COMITE SPECIAL

A. Création du Comité spécial

1. Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a été créé par l'Assemblée générale en application de sa résolution 1654 (XVI) du 27 novembre 1961. Le Comité a été prié d'étudier l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, figurant dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960, et de formuler des suggestions et des recommandations sur les progrès réalisés et la mesure dans laquelle la Déclaration était mise en oeuvre.
2. A sa dix-septième session, après avoir examiné le rapport du Comité spécial 1/, l'Assemblée générale a adopté la résolution 1810 (XVII) du 17 décembre 1962, par laquelle elle a élargi la composition du Comité spécial en y adjoignant sept nouveaux membres, et a invité le Comité spécial "à continuer de rechercher les voies et moyens les mieux appropriés en vue de l'application rapide et intégrale de la Déclaration à tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance".
3. A la même session, dans sa résolution 1805 (XVII) du 14 décembre 1962 sur la question du Sud-Ouest africain, l'Assemblée générale a prié le Comité spécial de s'acquitter mutatis mutandis des tâches assignées au Comité spécial pour le Sud-Ouest africain par la résolution 1702 (XVI) du 19 décembre 1961. Par sa résolution 1806 (XVII) du 14 décembre 1962, l'Assemblée a décidé de dissoudre le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain.
4. A sa dix-huitième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 1970 (XVIII) du 16 décembre 1963, a décidé de dissoudre le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes et a prié le Comité spécial d'étudier les renseignements visés à l'alinéa g de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. Elle a également prié le Comité spécial de tenir pleinement compte de ces renseignements lors de l'examen de la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration dans chacun des territoires non autonomes, ainsi que d'entreprendre toute étude spéciale et d'établir tout rapport spécial qu'il jugerait nécessaire.
5. A la même session, et à chacune des sessions suivantes, après avoir examiné le rapport du Comité spécial 2/, l'Assemblée générale a adopté une résolution reconduisant le mandat du Comité.
6. A l'occasion des dixième, vingtième et vingt-cinquième anniversaires de l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, l'Assemblée générale, en approuvant les rapports du Comité spécial à ce sujet, a adopté les résolutions 2621 (XXV) du 12 octobre 1970, 35/118 du 11 décembre 1980 et 40/56 du 2 décembre 1985, contenant une série de recommandations visant à faciliter la prompt application de la Déclaration.

7. A sa quarante-quatrième session, après avoir examiné le rapport du Comité spécial 1/, l'Assemblée générale a adopté sa résolution 44/101 du 11 décembre 1989, dans laquelle, notamment, elle :

"...

5. Approuve le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux sur ses travaux de 1989, y compris le programme de travail envisagé pour 1990 4/;

...

11. Prie le Comité spécial de continuer à rechercher les moyens d'assurer l'application immédiate et intégrale de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale dans tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance et, en particulier :

a) De formuler des propositions précises pour l'élimination des dernières manifestations du colonialisme et d'en rendre compte à l'Assemblée générale lors de sa quarante-cinquième session;

b) De faire des suggestions concrètes pouvant aider le Conseil de sécurité à étudier les mesures à prendre en vertu de la Charte en ce qui concerne les faits nouveaux survenant dans les territoires coloniaux qui risquent de menacer la paix et la sécurité internationales;

c) De continuer à examiner la façon dont les Etats Membres respectent la résolution 1514 (XV) et les autres résolutions concernant la décolonisation;

d) De continuer à accorder une attention particulière aux petits territoires, notamment en y envoyant des missions de visite chaque fois qu'il le jugera utile, et de recommander à l'Assemblée générale les mesures les plus appropriées à prendre pour permettre à leurs populations d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance;

e) De tout mettre en oeuvre pour obtenir que les gouvernements du monde entier et les organisations nationales et internationales qui s'intéressent particulièrement à la décolonisation appuient les objectifs de la Déclaration et appliquent les résolutions de l'Organisation des Nations Unies en la matière;

12. Demande aux puissances administrantes de continuer à aider le Comité spécial à s'acquitter de son mandat et d'autoriser des missions de visite à se rendre dans les territoires pour obtenir des renseignements de première main et s'assurer des vœux et des aspirations de leurs habitants et, en particulier, prie instamment les puissances administrantes qui ne participent pas aux travaux du Comité spécial de le faire à sa session de 1990."

/...

8. A la même session, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Comité spécial, a adopté la résolution 44/100 du 11 décembre 1989, dont l'annexe contient le programme d'activités destinées à marquer le trentième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le dispositif de la résolution se lit comme suit :

"1. Approuve le chapitre pertinent du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 5/ et fait sien le Programme d'activités destinées à marquer le trentième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui est exposé dans l'annexe à la présente résolution;

2. Recommande le Programme à tous les Etats, aux organes de l'Organisation des Nations Unies concernés, aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies, ainsi qu'aux organisations non gouvernementales menant des activités dans le domaine de la décolonisation, afin qu'ils prennent les mesures voulues;

3. Prie le Secrétaire général de faciliter l'application de la présente résolution et, en particulier, de mobiliser les ressources nécessaires à l'exécution des mesures envisagées dans le Programme;

4. Prie le Comité spécial de suivre de près la mise en oeuvre du Programme et de lui faire rapport à sa quarante-cinquième session sur l'application de la présente résolution."

9. A la même session, l'Assemblée générale a également adopté 18 résolutions, 2 consensus et 5 décisions concernant des territoires particuliers ou d'autres questions figurant à l'ordre du jour du Comité spécial, de même qu'un certain nombre d'autres résolutions touchant les travaux du Comité, par lesquelles l'Assemblée a confié au Comité des tâches particulières concernant ces territoires et questions. Ces décisions sont énumérées ci-après :

1. Résolutions, consensus et décisions concernant des territoires particuliers

Résolutions

<u>Territoire</u>	<u>No de la résolution</u>	<u>Date d'adoption</u>
Sahara occidental	44/88	11 décembre 1989
Nouvelle-Calédonie	44/89	11 décembre 1989
Tokélaou	44/90	11 décembre 1989
Iles Caïmanes	44/91	11 décembre 1989
Bermudes	44/92	11 décembre 1989
Iles Turques et Caïques	44/93	11 décembre 1989
Anguilla	44/94	11 décembre 1989
Iles Vierges britanniques	44/95	11 décembre 1989

<u>Territoire</u>	<u>No de la résolution</u>	<u>Date d'adoption</u>
Montserrat	44/96	11 décembre 1989
Samoa américaines	44/97	11 décembre 1989
Guam	44/98	11 décembre 1989
Iles Vierges américaines	44/99	11 décembre 1989

Consensus

<u>Territoire</u>	<u>No de la décision</u>	<u>Date d'adoption</u>
Gibraltar	44/426	11 décembre 1989
Pitcairn	44/427	11 décembre 1989

Décisions

<u>Territoire</u>	<u>No de la décision</u>	<u>Date d'adoption</u>
Timor oriental	44/402	22 septembre 1989
Iles Falkland (Malvinas)	44/406	1er novembre 1989
Sainte-Hélène	44/428	11 décembre 1989

2. Résolutions concernant d'autres questions

<u>Question</u>	<u>Numéro de la résolution</u>	<u>Date d'adoption</u>
Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies	44/83	11 décembre 1989
Activités des intérêts étrangers, économiques et autres qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l' <u>apartheid</u> et la discrimination raciale en Afrique australe	44/84	11 décembre 1989
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies	44/85	11 décembre 1989

/...

<u>Question</u>	<u>Numéro de la résolution</u>	<u>Date d'adoption</u>
Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe	44/86	11 décembre 1989
Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes	44/87	11 décembre 1989
Diffusion d'informations sur la décolonisation	44/102	11 décembre 1989

3. Décisions concernant d'autres questions

<u>Question</u>	<u>Numéro de la décision</u>	<u>Date d'adoption</u>
Activités militaires des puissances coloniales et dispositions à caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration et qui pourraient entraver l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	44/425	11 décembre 1989
Décennie internationale de l'élimination du colonialisme	44/429	11 décembre 1989

10. A sa 3e séance plénière, le 23 septembre 1989, l'Assemblée générale, sur la recommandation du bureau 6/, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-cinquième session la "Question du Timor oriental".

4. Autres résolutions et décisions qui présentent un intérêt pour les travaux du Comité spécial

11. Les autres résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session qui présentaient un intérêt pour les travaux du Comité spécial et dont celui-ci a tenu compte sont énumérées dans une note du Secrétaire général sur l'organisation des travaux du Comité (A/AC.109/L.1717).

12. Avant l'adoption par l'Assemblée générale des résolutions 44/100, relative au Programme d'activités destinées à marquer le trentième anniversaire de la Déclaration, 44/101 dans laquelle l'Assemblée a approuvé les propositions figurant dans le rapport du Comité spécial concernant le programme de travail envisagé du Comité pour 1990, et 44/102 du 11 décembre 1989 relative à la diffusion d'informations sur la décolonisation, l'Assemblée avait été saisie d'un rapport de la Cinquième Commission ayant trait aux incidences sur le budget-programme des recommandations contenues dans ces projets de résolution 7/. Pour l'examen de cette question, la Cinquième Commission s'était fondée sur l'état présenté à ce sujet par le Secrétaire général (A/C.5/44/46) et sur la déclaration orale du Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir A/C.5/44/SR.54).

5. Composition du Comité spécial

13. Au 1er janvier 1990, le Comité spécial se composait des 24 membres suivants :

Afghanistan	Mali
Bulgarie	Norvège
Chili	République arabe syrienne
Chine	République-Unie de Tanzanie
Congo	Sierra Leone
Côte d'Ivoire	Tchécoslovaquie
Cuba	Trinité-et-Tobago
Ethiopie	Tunisie
Fidji	Union des Républiques socialistes soviétiques
Inde	Venezuela
Indonésie	Yougoslavie
Iran (République islamique d')	
Iraq	

La liste des représentants qui ont assisté aux séances du Comité spécial en 1990 figure dans les documents A/AC.109/INF/28 et Add.1.

B. Ouverture de la session de 1990 du Comité spécial et élection du bureau

14. Le Secrétaire général s'est adressé au Comité spécial à sa séance d'ouverture (1362e séance), tenue le 22 janvier 1990. Le Président du Comité spécial a également fait une déclaration (A/AC.109/PV.1362).

15. A la même séance, le Comité spécial a élu à l'unanimité le bureau ci-après :

Président : M. Tesfaye Tadesse (Ethiopie)

Vice-présidents : M. Ricardo Alarcón de Quesada (Cuba)
M. Sverre J. Bergh Johansen (Norvège)
M. Alexander Slaby (Tchécoslovaquie)

Rapporteur : M. Mohammad Najdat Shaheed (République arabe syrienne)

C. Organisation des travaux

16. A sa 1362e séance, le 22 janvier, le Comité spécial, en adoptant les suggestions du Président relatives à l'organisation des travaux (A/AC.109/L.1718), a décidé notamment de maintenir son groupe de travail, qui continuerait de servir d'organe directeur, son Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance et son Sous-Comité des petits territoires.

17. En adoptant les suggestions susmentionnées du Président, le Comité spécial a également prié ses organes subsidiaires de se réunir dès que possible pour organiser leurs programmes de travail respectifs pour l'année et de mener à bien, outre l'examen des questions indiquées au paragraphe 18, les tâches précises que l'Assemblée générale avait confiées au Comité spécial pour ce qui est des questions qui leur étaient attribuées.

/...

18. Le Comité spécial a décidé en outre d'adopter les suggestions du Président concernant la répartition et la procédure pour l'examen des questions qui lui étaient confiées (A/AC.109/L.1718, par. 2 et 3).

19. Des déclarations concernant l'organisation des travaux ont été faites à la 1362e séance, le 22 janvier, par le Président et par les représentants des Etats suivants : Indonésie, Portugal, Norvège, Cuba, Tchécoslovaquie, Tunisie, République arabe syrienne, Ethiopie et Iraq (A/C.109/PV.1362); à la 1363e séance, le 1er août, par le Président et par le représentant de la République arabe syrienne (A/AC.109/PV.1363); à la 1368e séance, le 9 août, par le Président (A/AC.109/PV.1368); à la 1369e séance, le 13 août, par le Président et par les représentants du Chili, de la Côte d'Ivoire et de Cuba (A/AC.109/PV.1369); à la 1372e séance, le 15 août, par le Président et par les représentants de Cuba, de la République arabe syrienne, du Venezuela et de la Trinité-et-Tobago (A/AC.109/PV.1372); à la 1373e séance, le 15 août, par le Président et par le représentant de la Sierra Leone (A/AC.109/PV.1373); à la 1374e séance, le 16 août, par le Président (A/AC.109/PV.1374); à la 1375e séance, le 17 août, par le Président et par les représentants de la Norvège et de Cuba (A/AC.109/PV.1375); et à la 1376e séance, le 20 août, par les représentants de la République arabe syrienne et de la Norvège (A/AC.109/PV.1376).

20. A sa 1376e séance, le 20 août, sur la base des recommandations figurant dans le 97e rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.1748), le Comité spécial a pris de nouvelles décisions concernant l'organisation de ses travaux.

Représentation du Comité spécial

21. Le Comité spécial a été représenté aux conférences et réunions ci-après :

a) Séminaire régional des Nations Unies et colloque d'organisations non gouvernementales pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur "Les droits inaliénables du peuple palestinien", organisé à Buenos Aires en février 1990 par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien tenu (voir par. 93);

b) Session du Conseil mondial de la paix, tenu à Athènes en février (voir par. 102);

c) Cinquante-troisième session ordinaire du Comité de coordination de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour la libération de l'Afrique, tenue au Caire en février (voir par. 100);

d) Cinquante et unième session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA, tenue à Addis-Abeba en février (voir par. 99);

e) Séance solennelle du Comité spécial contre l'apartheid pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, tenue à New York en mars (voir par. 91);

f) Célébration de l'indépendance de la Namibie, tenue à Windhoek en mars (voir par. 103);

g) Séminaire régional des Nations Unies et colloque d'organisations non gouvernementales d'Afrique sur "Les droits inaliénables du peuple palestinien", organisé à Freetown en avril par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (voir par. 93);

h) Conférence scientifique internationale sur l'Afrique dans l'histoire mondiale organisée à Moscou en mai par le Comité soviétique de solidarité afro-asiatique (voir par. 102);

i) Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine pour la région d'Amérique du Nord sur le thème : "Paix et justice pour le peuple palestinien; un impératif pour les années 90" et colloque régional d'organisations non gouvernementales d'Amérique du Nord sur la question de Palestine, organisé par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien à New York en juin (voir par. 93);

j) Cinquante-deuxième session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA tenue à Addis-Abeba en juillet (voir par. 98);

k) Vingt-sixième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA tenue à Addis-Abeba en juillet (voir par. 98);

l) Troisième Conférence des Ministres de l'information des pays non alignés tenue à La Havane en septembre (voir par. 96).

D. Réunions du Comité spécial et de ses organes subsidiaires

22. Fidèles à leur résolution de continuer à prendre toutes les mesures possibles pour rationaliser l'organisation de leurs travaux et avec la pleine et étroite coopération de l'ensemble de leurs membres, le Comité spécial et ses organes subsidiaires ont de nouveau pu réduire au maximum le nombre de leurs réunions officielles, comme on le verra ci-dessous, en tenant, à chaque fois que cela était possible, des séances officieuses et de longues consultations entre membres du bureau du Comité.

1. Comité spécial

23. En 1990, le Comité spécial a tenu au Siège 15 séances, qui se sont réparties comme suit :

Première partie de la session :

1362e séance, le 22 janvier;

Seconde partie de la session :

1363e à 1376e séances, du 11 et 20 août.

24. Au cours de la session, le Comité spécial a examiné en séance plénière les questions suivantes et a adopté les décisions indiquées ci-après :

<u>Question</u>	<u>Séances</u>	<u>Décision</u>
Renseignements émanant de territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa g de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies	1365	A/45/23 (Partie V), chap. VIII, par. 8
Question de l'envoi de missions de visite dans des territoires	1365	A/45/23 (Partie III), chap. IV, par. 11
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies	1365, 1366, 1376	A/45/23 (Partie V), chap. VII, par. 17
Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l' <u>apartheid</u> et la discrimination raciale en Afrique australe	1365, 1366, 1376	A/45/23 (Partie IV), chap. V, par. 10
Activités militaires et dispositions de caractère militaire prises par les puissances coloniales dans les territoires sous leur administration qui pourraient entraver l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	1365, 1366, 1376	A/45/23 (Partie IV), chap. VI, par. 10
Timor oriental	1367, 1368	A/45/23 (Partie VI) chap. IX, par. 13
Iles Falkland (Malvinas)	1368 à 1370	A/45/23 (Partie VII) chap. X, par. 14
Nouvelle-Calédonie	1369	A/45/23 (Partie VI), chap. IX, par. 23

/...

<u>Question</u>	<u>Séances</u>	<u>Décision</u>
Décision du Comité spécial en date du 17 août 1989 concernant Porto Rico	1370 à 1373	A/45/23 (Partie I) chap. I, par. 49
Anguilla, Bermudes, Guam, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Samoa américaines et Tokélaou	1371, 1376	A/45/23 (Partie VI) chap. IX, par. 113
Gibraltar	1376	A/45/23 (Partie VI) chap. IX, par. 16
Sahara occidental	1376	A/45/23 (Partie VI), chap. IX, par. 29

25. Le Comité spécial a examiné les questions assignées à ses organes subsidiaires sur la base des rapports des organes auxquels elles avaient été confiées (voir par. 27, 31 et 36) et a adopté les décisions indiquées ci-après.

2. Groupe de travail

26. A sa 1362e séance, le Comité spécial a décidé de maintenir son groupe de travail. Il a décidé aussi, à la même séance, que le Groupe de travail serait composé des membres suivants : Congo, Fidji et Iran (République islamique d'), les cinq membres du bureau du Comité, à savoir le Président (Ethiopie), les trois Vice-Présidents (Cuba, Norvège et Tchécoslovaquie) et le Rapporteur (République arabe syrienne), ainsi que le Président (Tunisie) et le Rapporteur (Norvège) du Sous-Comité des petits territoires.

27. Au cours de la période considérée, le Groupe de travail a tenu une séance et un certain nombre de réunions officieuses et a présenté un rapport (A/AC.109/L.1748).

3. Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance

28. Egalement à sa 1362e séance, le Comité spécial a décidé de maintenir son Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance.

29. A la même séance, le Comité spécial a décidé que le Sous-Comité serait composé des membres suivants :

Afghanistan	Mali
Bulgarie	République arabe syrienne
Congo	République-Unie de Tanzanie
Cuba	Sierra Leone
Indonésie	Tchécoslovaquie
Iran (République islamique d')	Tunisie
Iraq	

/...

30. A la même séance, le Comité spécial a élu M. Alexander Slaby (Tchécoslovaquie) président du Sous-Comité.

31. Le Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance a tenu 12 séances et un certain nombre de réunions officielles entre le 23 mars et le 29 juin et il a présenté les sept rapports suivants au Comité spécial, qui les a examinés aux dates indiquées :

a) Rapport sur l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1719);

b) Rapport sur la Semaine de solidarité (A/AC.109/L.1720) - 15 mai (voir par. 70);

c) Quatre rapports sur la question de la diffusion d'informations sur la décolonisation (A/AC.109/L.1721, L.1723 à L.1725) - 2 août, 1364e séance;

d) Rapport sur l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (A/AC.109/L.1722) - 6 et 20 août, 1365e et 1376e séances, respectivement.

32. Aux chapitres III [A/45/23 (Partie III)] et VII [A/45/23 (Partie V)] du présent rapport, il est rendu compte de l'examen par le Comité spécial des rapports susmentionnés.

4. Sous-Comité des petits territoires

33. A sa 1362e séance, le Comité spécial a décidé de maintenir son sous-comité des petits territoires.

34. A la même séance, le Comité spécial a décidé que le Sous-Comité serait composé des membres suivants :

Afghanistan	Iraq
Bulgarie	Mali
Chili	Norvège
Côte d'Ivoire	République-Unie de Tanzanie
Cuba	Tchécoslovaquie
Ethiopie	Trinité-et-Tobago
Fidji	Tunisie
Inde	Venezuela
Indonésie	Yougoslavie
Iran (République islamique d')	

35. A la même séance également, le Comité spécial a élu M. Ghazi Jomaa (Tunisie) président du Sous-Comité et M. Dag Mjaaland (Norvège) rapporteur.

36. Le Sous-Comité des petits territoires a tenu 20 séances et une série de réunions officielles entre le 8 février et le 15 juin et il a présenté des rapports sur les questions suivantes, qui lui avaient été renvoyées pour examen et qui ont été examinées ultérieurement par le Comité spécial aux séances indiquées :

Anguilla, Bermudes, îles Vierges britanniques, îles Caïmanes, Montserrat, Pitcairn, Sainte-Hélène, îles Turques et Caïques, Tokélaou, Samoa américaines, Guam, Territoire sous tutelles des îles du Pacifique, îles Vierges américaines (1363e séance); et Guam (1363e et 1364e séances).

37. Au chapitre IX du présent rapport [A/45/23 (Partie VI)], il est rendu compte de l'examen par le Comité spécial des rapports du Sous-Comité sur les territoires susmentionnés.

E. Question de la liste des territoires auxquels
la Déclaration est applicable

38. A sa 1362e séance, le Comité spécial, en adoptant les propositions concernant l'organisation des travaux du Comité présentées par le Président (A/AC.109/L.1718), a décidé de renvoyer, en cas de besoin, la question de la liste des territoires auxquels la Déclaration est applicable au Groupe de travail. En prenant cette décision, le Comité a rappelé que, dans son rapport à l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session 8/, il avait déclaré que, sous réserve des directives que l'Assemblée voudrait peut-être lui donner à ce sujet, il continuerait, dans le cadre de son programme de travail pour 1990, à examiner cette liste de territoires. Le Comité a rappelé en outre qu'au paragraphe 5 de sa résolution 44/101, l'Assemblée avait approuvé son rapport, y compris le programme de travail qu'il envisageait pour 1990.

39. A sa 1376e séance, le Comité spécial a examiné la question sur la base des recommandations figurant dans le quatre-vingt-dix-septième rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.1748). Le paragraphe pertinent de ce rapport est libellé comme suit :

"11. Le Groupe de travail a décidé de recommander au Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session, sous réserve de toute directive que l'Assemblée générale pourrait donner lors de sa quarante-cinquième session..."

40. A la même séance, le Comité spécial a adopté sans opposition les recommandations susmentionnées.

Décision du Comité spécial en date du 17 août 1989
concernant Porto Rico 9/

41. A sa 1362e séance, lorsqu'il a adopté les propositions concernant l'organisation des travaux du Comité présentées par le Président (A/AC.109/L.1718), le Comité spécial a décidé d'examiner séparément et en séance plénière une question intitulée "Décision du Comité spécial en date du 17 août 1989 relative à Porto Rico".

42. Le Comité spécial a examiné cette question de sa 1370e à sa 1373e séance, les 14 et 15 août.

43. A sa 1370e séance, le Président a appelé l'attention sur le rapport du Rapporteur (A/AC.109/L.1746).

/...

44. A ses 1370e, 1371e et 1372e séances, le Président a appelé l'attention sur un certain nombre de communications émanant d'organisations qui avaient exprimé le désir d'être entendues par le Comité spécial à l'occasion de l'examen de la question. Le Comité a décidé de faire droit à ces demandes et a entendu les représentants des organisations énumérées ci-après :

<u>Représentants d'organisations</u>	<u>Séance</u>
Nora L. Rodríguez Matías Colegio de Abogados de Puerto Rico	1356e
Marie Elaine Aloise de Hernández Comité Cagueño Pro-Estadidad	1370e
Fernando Martín García Partido Independista Puertorriqueño	1370e
Carlos Gallisá Partido Socialista Puertorriqueño (PSP)	1370e
Carlos Vizcarrondo Irizarry Pro-Estado Libre Asociado (PROELA)	1370e
Michael E. Deutsch National Lawyers Guild	1370e
Conchita Rinaldi de Soltero au nom de la Respectable Logia Femenina Julia de Burgos	1370e
José Milton Soltero au nom du Comité de Puerto Rico en las Naciones Unidas	1370e
Hector Soto Vélez Movimiento Ecuménico Nacional de Puerto Rico	1370e
Juan Manuel Delgado Comité Anti Plebiscito (CAP)	1370e
Zaida Hernández Torres au nom du Partido Nuevo Progresista	1371e
Olaquibeet A. López-Pacheco Supremo Consejo del Grado 33 Puerto Rico, Inc.	1371e
Rafael Soltero Peralta Gran Logia Nacional de Puerto Rico	1371e
Pablo Marcono-García au nom du Comité Unitario Contra la Represión y por la Defensa de los Presos Políticos (CUCRE)	1371e

Représentants d'organisations

Séance

<p>Amilda Palau Comité Puertorriqueño de Intelectuales et Comité Puertorriqueño de Reafirmación del Idioma Español</p>	1371e
<p>J. A. González-González au nom de la Fundación Andres Figueroa Cordero, Inc.</p>	1371e
<p>Luis Nieves Falcón au nom de la International League for the Rights and Liberation of Peoples</p>	1371e
<p>Luis Amauri Suarez Zayas Comité de Organizaciones Sindicales</p>	1371e
<p>Filiberto Ojeda Ríos Ejercito Popular Boricua</p>	1371e
<p>Yamil Mislá Congreso Puertorriqueño de Naciones Unidas, Inc.</p>	1371e
<p>Dora García au nom du Comité national pour la libération des prisonniers de guerre portoricains</p>	1371e
<p>Paquita Pesquera au nom de l'Asociación Puertorriqueño de Profesores Universitarios</p>	1371e
<p>Rosa Meneses au nom du Partido Nacionalista de Puerto Rico</p>	1371e
<p>Alexis Massol González Taller de Arte y Cultura Adjuntas et Centro Cultural de Adjuntas</p>	1372e
<p>Eligio González Castro Liberty Council ainsi qu'au nom du Movimiento Albizuista Nacionalista</p>	1372e
<p>Linda Backiel au nom du Center for Constitutional Rights</p>	1372e
<p>Carlos Quirós Mendez au nom du Comité Timón Pro-Frente Socialista Contra el Plebiscito</p>	1372e
<p>Gloria Arjona Instituto de Libre Enseñanza</p>	1372e

/...

<u>Représentants d'organisations</u>	<u>Séance</u>
Juan Mari Bras au nom de Causa Comun Independentista	1372e
Selva Nebbia au nom du Socialist Workers Party	1372e
Erasto Zayas Nuñez Gran Oriente Interamericano de Puerto Rico	1372e
Manuel de J. Feliciano Gran Oriente Nacional de Puerto Rico	1372e
Elsie Valdés Puertorriqueños Pro-Estadidad, Inc.	1372e
Freddy Vélez García Centro de Estudios Estadistas	1372e
Juan C. Lizardi Juventud Estadista no Partidista	1372e
José Manuel Torres Santiago Comité Pedro Albizu Campos	1372e
Lydia Ponce Morán Puertorriqueños Pro-Estadidad de Vega Baja	1372e
Agustin Laó Instituto de Derechos Humanos de Puerto Rico	1372e
Richard J. Harvey Association internationale de juristes démocrates	1373e
Christopher E. Henry The Brehon Law Society	1373e

45. A la 1372e séance, le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution présenté par le Venezuela (A/AC.109/L.1747).

46. A la 1373e séance, le représentant du Venezuela, au cours de sa déclaration, a présenté le projet de résolution A/AC.109/L.1747 (A/AC.109/PV.1373).

47. A la même séance, des déclarations ont été faites par les représentants de Cuba et de la République arabe syrienne (A/AC.109/PV.1373).

48. A la même séance également, après avoir entendu des déclarations des représentants de la Norvège, du Chili et de la Tchécoslovaquie (A/AC.109/PV.1373), le Comité spécial a adopté le projet de résolution A/AC.109/L.1747 par 8 voix contre une, avec 12 abstentions (voir par. 49).

49. On trouvera ci-après le texte de la résolution (A/AC.109/1051) adoptée par le Comité spécial à la 1373e séance, le 15 août 1990, comme indiqué au paragraphe 48 :

Le Comité spécial.

Se référant à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, ainsi qu'aux résolutions et décisions du Comité spécial relatives à Porto Rico,

Ayant examiné le rapport du Rapporteur du Comité spécial sur l'application des résolutions relatives à Porto Rico 10/.

Ayant entendu des déclarations et des témoignages représentatifs de diverses tendances du peuple portoricain et de ses institutions sociales,

Ayant à l'esprit le fait que la direction politique portoricaine est d'accord pour demander au Président et au Congrès des Etats-Unis d'Amérique d'adopter une législation tendant à consulter le peuple portoricain de sorte qu'il puisse s'exprimer librement, volontairement et démocratiquement au sujet de son avenir politique,

Ayant également à l'esprit le fait que le Congrès des Etats-Unis a engagé un processus législatif, avec la participation des principaux partis politiques portoricains, dans le but de permettre une consultation du peuple portoricain au sujet de son avenir politique, mais qu'aucune loi n'a encore été adoptée à cet égard,

Conscient de l'appel lancé par le Président des Etats-Unis d'Amérique, M. George Bush, au Congrès de son pays pour qu'il prenne les mesures voulues afin de permettre au peuple portoricain de se prononcer par voie de référendum,

1. Réaffirme le droit inaliénable du peuple portoricain à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et le fait que les principes fondamentaux énoncés dans cette résolution s'appliquent à Porto Rico;

2. Exprime l'espoir, en son propre nom et au nom de la communauté internationale, que, conformément aux meilleurs intérêts du peuple portoricain, le dialogue se poursuivra et que sera adopté le cadre juridique qui permettra de mener à terme dans les plus brefs délais possibles un processus conduisant à l'autodétermination du peuple portoricain;

3. Exhorte toutes les parties intéressées à coopérer pour que le peuple portoricain puisse exercer sans entrave son droit à l'autodétermination et que sa souveraineté et sa pleine égalité politique soient expressément reconnues, conformément aux principes et à la pratique de l'Organisation des Nations Unies;

4. Prie le Rapporteur de faire rapport au Comité spécial sur l'application de ses résolutions concernant Porto Rico;

5. Décide de maintenir à l'étude la question de Porto Rico.

50. Le texte de cette résolution a été communiqué, le 24 août, au Représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il le porte à l'attention de son gouvernement.

F. Examen d'autres questions

1. Questions concernant les petits territoires

51. A sa 1362e séance, le Comité spécial adoptant les suggestions du Président concernant l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1718), a notamment décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa session en cours une question intitulée "Questions concernant les petits territoires" et de l'examiner en séance plénière et aux séances du Sous-Comité des petits territoires, selon qu'il conviendrait.

52. En prenant ces décisions, le Comité spécial a tenu compte des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, en particulier de la résolution 44/101, au paragraphe 4 d) de laquelle l'Assemblée priait le Comité "de continuer à accorder une attention particulière aux petits territoires, notamment en y envoyant des missions de visite chaque fois qu'il le jugera utile, et de recommander à l'Assemblée générale les mesures les plus appropriées à prendre pour permettre à leurs populations d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance".

53. Au cours de l'année, le Comité spécial et son sous-comité des petits territoires ont examiné en détail toutes les phases de la situation dans les petits territoires (voir chap. IX et X du présent rapport, A/45/23 (Parties VI et VII)).

2. Application par les Etats Membres de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes relatives à la question de la décolonisation

54. A sa 1362e séance, le Comité adoptant les suggestions présentées par le Président au sujet de l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1718), a notamment décidé de prier les organes intéressés de prendre en considération cette question lorsqu'ils s'acquitteraient des tâches que le Comité leur a confiées.

55. Les organes subsidiaires ont donc tenu compte de cette décision en examinant les questions qui leur avaient été renvoyées. Le Comité spécial a fait de même lorsqu'il a examiné les questions une par une en séance plénière.

3. Question de la tenue d'une série de réunions hors Siège

56. A sa 1362e séance, le Comité spécial, adoptant les suggestions présentées par le Président au sujet de l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1718), a notamment décidé d'examiner la question de la tenue, selon qu'il conviendrait, d'une série de réunions hors Siège et de la renvoyer à son groupe de travail pour examen et recommandations.

57. En ce qui concerne son programme de travail de 1991, le Comité spécial a examiné à sa 1376e séance, la question des réunions hors Siège, compte tenu des dispositions du paragraphe 6 de la résolution 1654 (XVI) datée du 27 novembre 1961, et de l'alinéa 9 du paragraphe 3 de la résolution 2621 (XXV) en date du

12 octobre 1970, aux termes desquelles l'Assemblée autorisait le Comité spécial à se réunir en tout autre lieu qu'au Siège de l'Organisation des Nations Unies lorsque cela pourrait être nécessaire pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses fonctions. Egalement à la 1376e séance, en approuvant les recommandations figurant dans le 97e rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.1748), le Comité a notamment décidé d'inclure dans la section pertinente de son rapport à l'Assemblée générale une déclaration aux termes de laquelle il pourrait envisager, à condition que les installations et services de conférence nécessaires soient disponibles, d'accepter les invitations qu'il pourrait recevoir à cet égard en 1991 et, lorsqu'il aurait des précisions sur ces réunions, de demander au Secrétaire général d'obtenir les crédits nécessaires conformément à la procédure établie.

4. Plan des conférences

58. A sa 1362e séance, le Comité spécial, en adoptant les suggestions présentées par le Président au sujet de l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1718), a notamment décidé d'étudier selon qu'il conviendrait la question intitulée "Plan des conférences", et de la renvoyer à son groupe de travail pour qu'il l'examine et formule des recommandations. Ce faisant, le Comité n'oubliait pas qu'il avait pris quelques mesures importantes relatives à la rationalisation de ses méthodes de travail, dont un grand nombre avait été incorporé par la suite dans les résolutions et décisions de l'Assemblée générale. En outre, rappelant les mesures prises jusqu'ici, le Comité a décidé de continuer à s'efforcer d'utiliser efficacement les ressources limitées prévues pour les services de conférence et de réduire encore davantage ses besoins de documentation.

59. Pendant l'année considérée, le Comité a également maintenu la pratique consistant à diffuser les communications et les documents d'information dans toute la mesure possible sous forme de notes et d'aide-mémoire officieux dans leur langue originale, réduisant ainsi les besoins de documentation de quelque 4 000 pages, ce qui a permis à l'Organisation d'effectuer des économies considérables. On trouvera en annexe au présent chapitre une liste des documents officiels publiés par le Comité en 1990.

60. A sa 1376e séance, le Comité spécial a examiné la question sur la base des recommandations formulées par le Groupe de travail dans son 97e rapport (A/AC.109/L.1748). Le texte des paragraphes pertinents de ce rapport est reproduit ci-après :

"5. Le Groupe de travail a noté que, au cours de l'année, le Comité spécial avait suivi étroitement les directives énoncées dans les résolutions de l'Assemblée générale concernant le plan des conférences, en particulier la résolution 43/222 du 21 décembre 1988. En organisant son programme de travail en conséquence et en tenant de nombreuses consultations et des séances officielles, le Comité a pu réduire sensiblement le nombre de ses séances officielles*.

* Voir sect. D du présent chapitre.

6. Le Groupe de travail a décidé de recommander au Comité spécial d'intensifier ses efforts dans ce domaine. Le Groupe de travail a également décidé de recommander au Comité de continuer à surveiller de près la façon dont il utilise les ressources demandées pour les services de conférence et de réduire le gaspillage résultant de l'annulation de séances prévues.

7. Le Groupe de travail a décidé de recommander, étant donné l'expérience du Comité spécial au cours des années précédentes et compte tenu du volume de travail probable pour 1991, que le Comité se réunisse comme suit en 1991 :

a) Comité plénier

Février/juin	Selon les besoins
Juillet/août	20 séances (5 par semaine)

b) Organes subsidiaires

Mars/juin	50 séances (3 à 5 par semaine)
Juillet	Selon les besoins

c) Le Comité pourrait tenir des réunions supplémentaires si les circonstances l'exigeaient.

8. Il a été entendu que le programme ci-dessus n'exclurait pas l'organisation de réunions intersessions d'urgence, si les événements le justifiaient, et que le Comité spécial pourrait réexaminer le calendrier des réunions pour 1991 au début de l'année, compte tenu de tout nouvel élément qui pourrait affecter son programme de travail et qui contribuerait à la rationalisation de la fourniture de services de conférence.

9. En ce qui concerne le programme des réunions du Comité spécial pour 1992, le Groupe de travail a décidé que, sous réserve de toute directive que l'Assemblée générale pourrait donner à cet égard, le Comité spécial devrait adopter un programme analogue à celui qui est proposé pour 1991."

61. A la même séance, le Comité a approuvé sans opposition les recommandations précitées.

5. Contrôle et limitation de la documentation

62. A sa 1376e séance également, le Comité spécial a examiné cette question sur la base de recommandations contenues dans le 97e rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.1748). Les paragraphes pertinents de ce rapport sont libellés comme suit :

"10. Le Groupe de travail a noté que, au cours de l'année, le Comité spécial avait pris de nouvelles mesures pour contrôler et limiter sa documentation, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, en particulier aux résolutions 34/50 du 23 novembre 1979 et 39/68 du 13 décembre 1984. Il a notamment fait distribuer les documents du Comité sous forme provisoire ou officielle dans tous les cas appropriés, et réorganisé

leur mode de distribution. Le Groupe de travail a décidé de recommander au Comité spécial de conserver la même présentation et la même organisation pour le rapport qu'il soumet à l'Assemblée générale."

63. A la même séance, le Comité a adopté sans opposition la recommandation précitée.

6. Coopération et participation des puissances administrantes aux travaux du Comité spécial

64. Conformément aux dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, la Nouvelle-Zélande, le Portugal et les Etats-Unis, puissances administrantes concernées, ont continué à participer, conformément à la procédure établie, aux travaux du Comité spécial dont il est rendu compte au chapitre IX du présent rapport [A/45/23 (Partie VI)].

65. La France et le Royaume-Uni n'ont pas participé aux travaux du Comité 11/.

66. Dans ses rapports sur les territoires sous administration britannique, le Sous-Comité des petits territoires a exprimé son regret devant le refus de participation manifesté par le Royaume-Uni et les répercussions négatives que celui-ci avait eues sur ses travaux, et a de nouveau demandé à la Puissance administrante de reconsidérer sa décision et à reprendre une part active à ses travaux.

67. De même, le Comité spécial, à sa 1365e séance, le 6 août, a adopté le projet de résolution A/AC.109/L.1742 sur la question de l'envoi de missions de visite dans les territoires en tant que résolution A/AC.109/L.1046. Par cette résolution, il engageait les puissances administrantes à collaborer avec l'Organisation des Nations Unies ou à continuer de le faire en autorisant des missions de visite des Nations Unies à se rendre dans les territoires placés sous leur administration et continuait à engager les puissances administrantes qui ne participaient pas aux travaux du Comité spécial à reconsidérer leur décision et à prendre une part active à ses travaux [voir chap. IV, par. 11 du présent rapport, A/45/23 (Partie III)].

7. Participation de représentants des territoires aux travaux du Comité spécial

68. Le Comité spécial, à sa 1376e séance, a examiné la recommandation ci-après du Groupe de travail (A/AC.101/L.1748).

"13. Compte tenu des vues exprimées par les représentants des territoires lors des séminaires que le Comité spécial a organisés à Vanuatu et à la Barbade à l'occasion du trentième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, le Groupe de travail a décidé de recommander au Comité d'étudier, en coopération avec les puissances administrantes, comment faire en sorte que ces territoires participent davantage et mieux à ses activités dans la limite des ressources disponibles. Le Comité devrait alors, comme il l'a fait jusqu'à présent, prévoir dans ses propositions budgétaires des fonds pour couvrir le coût de cette participation."

69. A la même séance, le Comité spécial a adopté sans opposition la recommandation précitée.

8. Semaine de solidarité avec les peuples de Namibie et de tous les autres territoires coloniaux, y compris ceux d'Afrique du Sud, en lutte pour la liberté, l'indépendance et les droits de l'homme

70. Aux termes de la résolution 2911 (XXVII) du 2 novembre 1972, au paragraphe 2 de laquelle l'Assemblée générale recommandait "qu'à l'occasion de la Semaine, des réunions soient organisées, des renseignements appropriés soient publiés dans la presse et diffusés par la radio et la télévision et des campagnes soient menées auprès du public en vue d'obtenir des contributions au Fonds d'assistance pour la lutte contre le colonialisme et l'apartheid, créé par l'Organisation de l'unité africaine", et comme il est indiqué dans le 279e rapport du Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance (A/AC.109/L.1720), une série d'activités ont été organisées à l'occasion de la Semaine de solidarité en coopération avec le Département de l'information du Secrétariat et avec l'assistance des centres d'information des Nations Unies du monde entier [voir chap. III, par. 9, du présent rapport (A/45/23) (Partie III)].

71. Le Président du Comité spécial a publié le 21 mai, à l'occasion de la célébration de la Semaine de solidarité, une déclaration dans laquelle il faisait le point des faits survenus dans le domaine de la décolonisation, notamment en Afrique australe, et demandait instamment à "tous les Etats Membres de mobiliser le plus possible d'appuis en faveur de ceux qui, en Afrique du Sud et dans le reste du monde, luttent pour la liberté, l'indépendance et l'égalité des droits" [voir chap. III, par. 10, du présent rapport (A/45/23) (Partie III)].

9. Représentation à des séminaires, réunions et conférences organisés par des organisations intergouvernementales et autres organisations

72. A sa 1376e séance, le Comité spécial a examiné les recommandations ci-après, formulées par le Groupe de travail (A/AC.109/L.1748) :

"4. Tenant compte des incidences que cela entraînerait quant aux ressources budgétaires nécessaires, le Groupe de travail a décidé de recommander au Comité spécial, dans la section appropriée de son rapport à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session, d'une part d'indiquer qu'il continuerait à être représenté aux séminaires, réunions et conférences pertinents organisés par les organismes des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales intéressées, ainsi que par les organisations non gouvernementales qui ont des activités dans le domaine de la décolonisation et, d'autre part, de recommander à l'Assemblée générale de prendre les dispositions financières nécessaires pour couvrir le coût des activités du Comité en 1991."

73. A la même séance, le Comité a adopté sans opposition la recommandation précitée.

10. Décennie internationale de l'élimination du colonialisme

74. A sa 1376e séance, le Comité spécial, eu égard au mandat qui lui a été assigné par l'Assemblée générale en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et à l'approbation des recommandations de son président sur l'organisation de ses travaux pour l'année en cours, a décidé de renvoyer au Groupe de travail, puis d'examiner en séance plénière, une question intitulée "Décennie internationale de l'élimination du colonialisme".

75. A sa 1376e séance, le Comité spécial a examiné cette question compte tenu des recommandations figurant dans le 97e rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.1748). Le paragraphe pertinent se lit comme suit :

"12. Le Groupe de travail a décidé de recommander au Comité spécial d'autoriser son président à conférer avec le Secrétaire général et à aider celui-ci, si nécessaire et selon qu'il conviendra, à établir le projet de plan d'action de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme que l'Assemblée générale lui a demandé dans sa résolution 43/47 du 22 novembre 1988."

76. A la même séance, le Comité a adopté sans opposition la recommandation précitée.

11. Rapport du Comité spécial à l'Assemblée générale

77. A sa 1362e séance, en adoptant les propositions relatives à l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1718) et conformément au paragraphe 31 de la décision 34/401 de l'Assemblée générale relative à la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée, le Comité spécial a décidé de suivre la procédure adoptée lors de sa session de 1989 12/ pour la formulation de ses recommandations à l'Assemblée à sa quarante-quatrième session.

78. A sa 1363e séance, le Comité spécial a décidé d'autoriser son rapporteur à établir et à soumettre directement à l'Assemblée générale les divers chapitres du rapport du Comité, conformément à la pratique et aux procédures établies.

79. A sa 1364e séance, le 2 août, des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Norvège, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Cuba, Yougoslavie, Chili, Trinité-et-Tobago, Mali, Tchécoslovaquie, Côte d'Ivoire, ainsi que par le Président (A/AC.109/PV.1364). Aux 1371e et 1372e séances, les 14 et 15 août, respectivement, le Président a appelé l'attention sur des communications reçues des Gouverneurs de Guam et des îles Vierges américaines et figurant dans les aide-mémoire 29/90 et 30/90 (A/AC.109/PV.1371 et 1372).

12. Questions diverses

80. A sa 1362^e séance, le Comité spécial, en adoptant les suggestions présentées par le Président au sujet de l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1718), a décidé de prier les organes intéressés de tenir compte des dispositions pertinentes des résolutions et des décisions de l'Assemblée générale énumérées dans la note du Secrétaire général sur l'organisation des travaux du Comité spécial (A/AC.109/L.1717, par. 16).

81. Il a été tenu compte de cette décision lors de l'examen, tant dans les sous-comités qu'en séance plénière, de la situation dans les territoires et des autres questions dont le Comité spécial était saisi.

G. Relations avec les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales

1. Conseil de sécurité

82. Au paragraphe 11 b) de sa résolution 44/101 du 11 décembre 1989, l'Assemblée générale a prié le Comité spécial "de faire des suggestions concrètes pouvant aider le Conseil de sécurité à étudier les mesures à prendre en vertu de la Charte en ce qui concerne les faits nouveaux survenant dans les territoires coloniaux, qui risquent de menacer la paix et la sécurité internationales".

83. Le 24 août 1990, le Comité spécial a appelé l'attention du Conseil de sécurité sur les conclusions et recommandations adoptées à sa 1363^e séance (1^{er} août) au sujet du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique 13/. On trouvera un compte rendu de l'examen par le Comité de la question du Territoire au chapitre IX du présent rapport [A/43/23 (Partie VI)].

84. Le 27 août 1990, le Comité spécial a également appelé l'attention du Conseil de sécurité sur le paragraphe pertinent d'une décision adoptée à sa 1376^e séance (20 août) et concernant les activités nucléaires des puissances coloniales et les dispositions de caractère nucléaire prises par elles dans les territoires sous leur administration, et qui pourraient entraver l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 14/. On trouvera un compte rendu de l'examen de la question par le Comité au chapitre VI du présent rapport [A/45/23 (Partie IV)].

2. Conseil de tutelle

85. Tout au long de l'année, le Comité spécial a continué à suivre de près les travaux du Conseil de tutelle en ce qui concerne le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

86. Le 24 août 1990, le Comité spécial a appelé l'attention du Conseil de tutelle sur les conclusions et recommandations qu'il avait adoptées à sa 1363^e séance (1^{er} août) au sujet du Territoire sous tutelle 15/.

3. Conseil économique et social

87. A l'occasion de l'examen par le Comité spécial de l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'ONU, et conformément au paragraphe 17 de la résolution 44/85 de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1989, relative à cette question, des consultations ont eu lieu dans le courant de l'année entre le Président du Conseil économique et social et le Président du Comité au sujet "des mesures appropriées tendant à coordonner les politiques et les activités des institutions spécialisées ... en vue de l'application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale". En outre, le représentant de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies a, au nom du Comité participé à l'examen par le Conseil de la question correspondante. On en trouvera le compte rendu ainsi que celui des délibérations du Comité sur cette question au chapitre VII du présent rapport [A/45/23 (Partie V)].

4. Commission des droits de l'homme

88. Pendant l'année, le Comité spécial a suivi de près les travaux de la Commission des droits de l'homme sur la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples sous domination coloniale ou étrangère ou occupation étrangère et la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales où que ce soit dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants.

89. Lors de l'examen des territoires concernés, le Comité spécial a tenu compte des résolutions adoptées par la Commission des droits de l'homme, notamment des résolutions 1990/4 du 16 février 1990, 1990/7 et 1990/8 du 19 février 1990, 1990/11 à 1990/15, 1990/17, 1990/18 et 1990/20 du 23 février 1990 et 1990/22 du 27 février 1990 et de celles de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, notamment de la résolution 1989/34 du 1er septembre 1990. Le Comité a également tenu compte des résolutions de l'Assemblée générale relatives aux questions humanitaires, notamment des résolutions 44/1 du 28 septembre 1989, 44/11 du 24 octobre 1989, 44/25 du 20 novembre 1989, 44/27 A-L du 22 novembre 1989, 44/34 du 4 décembre 1989, 44/52, 44/53, 44/56, 44/59, 44/62, 44/68, 44/69, 44/73, 44/77 et 44/79 à 44/81 du 8 décembre 1989, 44/113, 44/129, 44/136, 44/143, 44/146, 44/147, 44/155 à 44/157 et 44/159 du 15 décembre 1989 et 44/171 et 44/44/181 du 19 décembre 1989.

5. Comité spécial contre l'apartheid

90. Conscient des répercussions de la politique d'apartheid sur la situation en Afrique australe, le Comité spécial va continuer de suivre de près pendant l'année les travaux du Comité spécial contre l'apartheid et les bureaux de ces deux organes sont restés en contact étroit sur les questions d'intérêt commun.

91. Le Représentant permanent de la Sierra Leone auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait une déclaration au nom du Comité spécial à la séance solennelle que le Comité spécial contre l'apartheid a tenue le 21 mars, à New York, pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (A/AC.115/PV.638).

/...

6. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

92. Eu égard aux dispositions pertinentes de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Comité spécial a continué au cours de l'année à suivre les travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (voir par. 104).

7. Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

93. Le Vice-Ministre des affaires étrangères de Cuba a participé au séminaire des Nations Unies et à un colloque d'organisations non gouvernementales sur les droits inaliénables du peuple palestinien pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, tenu à Buenos Aires du 5 au 9 février 1990 et a prononcé une allocution. Le Représentant permanent de la Sierra Leone auprès de l'Organisation des Nations Unies a représenté le Comité spécial au séminaire des Nations Unies et à un colloque d'organisations non gouvernementales sur les droits inaliénables du peuple palestinien pour la région de l'Afrique, tenu à Freetown du 2 au 6 avril 1990. Le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies et Vice-Président du Comité spécial a participé au séminaire des Nations Unies pour la région de l'Amérique du Nord qui avait pour thème "Paix et justice pour le peuple palestinien : un impératif pour les années 90", tenu à New York du 25 au 29 juin 1990.

8. Institutions spécialisées et organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

94. Conformément aux demandes contenues dans les résolutions de l'Assemblée générale, le Comité spécial a continué d'examiner la question de l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'ONU. De même, par l'intermédiaire de son Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance, il a consulté de nouveau les représentants de plusieurs organisations. Un résumé de ces consultations et de l'examen de la question par le Comité figure au chapitre VII du présent rapport [A/45/23 (Partie V)].

95. Pendant l'année, le Comité spécial a adopté des décisions concernant l'extension de l'assistance aux habitants des territoires non autonomes. Ces décisions figurent aux chapitres VII et IX du présent rapport [A/45/23 (Parties V et VI)].

9. Mouvement des pays non alignés

96. L'Ambassadeur du Venezuela à La Havane a participé, au nom du Comité spécial, à la troisième Conférence des ministres de l'information des pays non alignés (COMINAC III) tenue à La Havane du 24 au 29 septembre 1990.

10. Organisation de l'unité africaine

97. Selon sa décision antérieure de maintenir des contacts réguliers avec l'OUA afin de s'acquitter efficacement du mandat qui lui avait été confié par l'Assemblée générale, le Comité spécial a suivi de près, comme les années précédentes, les travaux de l'OUA pendant l'année considérée et il est resté en rapport étroit avec le Secrétariat de cette organisation pour ce qui est des questions d'intérêt commun.

98. Le Président a représenté le Comité spécial aux réunions de l'OUA suivantes : cinquante-deuxième session ordinaire du Conseil des ministres et vingt-sixième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, tenues respectivement à Addis-Abeba du 3 au 7 et du 9 au 11 juillet 1990.

99. Le Comité spécial ayant été invité à se faire représenter à la cinquante et unième session ordinaire du Conseil des ministres, tenue à Addis-Abeba du 19 au 24 février, le Président a envoyé un message à cette réunion.

100. Le Comité spécial ayant également été invité à se faire représenter à la cinquante-troisième session ordinaire du Comité de coordination de l'OUA pour la libération de l'Afrique, tenue au Caire du 12 au 14 février, le Président a envoyé un message à cette réunion, au nom du Comité.

11. Organisations non gouvernementales

101. Compte tenu des dispositions pertinentes des résolutions 44/101 et 44/102 de l'Assemblée générale du 11 décembre 1989, le Comité spécial a continué de suivre de près les activités des organisations non gouvernementales qui portent un intérêt particulier à la décolonisation. Les décisions adoptées par le Comité à ce sujet sont consignées au chapitre III du présent rapport [A/45/23 (partie III)].

102. Le Comité spécial ayant été invité à se faire représenter à une réunion du Conseil mondial de la paix, tenu à Athènes du 6 au 11 février 1990 et à la Conférence scientifique internationale sur l'Afrique dans l'histoire du monde organisé par le Comité soviétique de solidarité afro-asiatique à Moscou, du 25 au 27 mai, le Président a adressé des messages à ces réunions au nom du Comité spécial.

12. Accession de la Namibie à l'indépendance

103. Le Président a représenté le Comité spécial à la cérémonie marquant l'accession de la Namibie à l'indépendance, à Windhoek le 21 mars 1990.

H. Décisions concernant des conventions, études et programmes internationaux

1. Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale 16/

104. A sa 1362e séance (22 janvier 1990), le Comité spécial, adoptant les suggestions du Président concernant l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1718), a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de la session une question intitulée "Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale" et de l'examiner en séance plénière et dans le cadre du Sous-Comité des petits territoires, selon qu'il conviendrait.

105. Le Comité spécial a continué au cours de l'année à suivre l'évolution de la situation dans les territoires, conformément aux dispositions de l'article 15 de la Convention.

2. Etat de la Convention internationale sur l'élimination
et la répression du crime d'apartheid

106. Le Comité spécial a continué au cours de l'année à tenir compte des dispositions des résolutions de l'Assemblée générale, notamment la résolution 44/69 du 8 décembre 1989, pour l'examen de ces questions et a invité son président à continuer à apporter au Secrétaire général toute l'assistance possible et la coopération nécessaire pour l'aider à s'acquitter de la tâche que lui avait confiée l'Assemblée en ce qui concerne l'état de la Convention.

107. De même, le Comité spécial a tenu compte de la résolution 1990/12 de la Commission des droits de l'homme, en date du 23 février 1990, concernant l'application de la Convention.

3. Deuxième Décennie de la lutte contre le racisme
et la discrimination raciale

108. Le Comité spécial a continué de tenir compte des résolutions des organes des Nations Unies concernant la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, notamment la résolution 44/52 de l'Assemblée générale en date du 8 décembre 1989 et la résolution 1990/49 du Conseil économique et social en date du 25 mai 1990 sur l'application du Programme d'action pour la deuxième Décennie, ainsi que du rapport 17/ du Secrétaire général.

109. De même, dans le courant de l'année, le Comité spécial a tenu compte de la résolution 1990/13 de la Commission des droits de l'homme, en date du 23 février 1990, concernant l'application du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

I. Récapitulation des travaux*

110. Comme on l'a déjà noté dans le présent rapport 18/, le programme de travail du Comité spécial pendant l'année a été chargé du fait qu'outre l'examen annuel des faits nouveaux survenus dans les territoires coloniaux, il a été prié par l'Assemblée générale, dans sa résolution 44/100 du 11 décembre 1989, d'organiser un programme d'activités destiné à marquer le trentième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. L'Assemblée a souligné qu'il s'agissait d'une occasion importante d'apprécier les progrès accomplis pour ce qui est de l'application de la Déclaration au cours des 30 dernières années, de même que le rôle joué à cet égard par l'Organisation des Nations Unies et ses organismes ainsi que de définir l'action à mener pour faire disparaître, partout dans le monde, tous les vestiges du colonialisme, sous toutes ses formes et manifestations.

* On trouvera ici un bref aperçu des principales décisions prises par le Comité spécial au cours de sa session de 1990. Le texte intégral de ces décisions importantes et des autres décisions du Comité figure dans les chapitres pertinents du présent rapport. Les opinions et les réserves exprimées par certains membres sur des questions évoquées dans la présente section figurent dans les comptes rendus des séances au cours desquelles elles ont été examinées; on en trouvera les cotes dans les chapitres pertinents.

111. Conformément aux dispositions de la résolution 44/100 de l'Assemblée générale, le Comité spécial a entrepris au cours de sa session de 1990 un certain nombre d'activités destinées à marquer le trentième anniversaire de la Déclaration. Ces activités ont consisté notamment à organiser des séminaires régionaux à Vanuatu et à la Barbade dont il est rendu compte au chapitre II du présent rapport 18/. Sur la base des vues exprimées par les représentants et à la lumière des consultations, le Comité spécial a établi, comme il en était prié dans la résolution 44/100, un projet de résolution concernant le trentième anniversaire de la Déclaration (A/AC.109/L.1753) qui sera soumis à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session. En adoptant le projet de résolution, l'Assemblée recommanderait aux Etats, aux organismes compétents des Nations Unies, aux institutions spécialisées, aux autres organisations des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales de rechercher les moyens les plus appropriés pour assurer l'application rapide et intégrale de la Déclaration.

112. Conformément au mandat qui lui a été confié par l'Assemblée générale, le Comité spécial a continué, au cours de sa session de 1990, à chercher les moyens propres à assurer l'application immédiate et intégrale de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée dans tous les territoires qui n'avaient pas encore accédé à l'indépendance et à formuler des propositions précises pour l'élimination des manifestations persistantes du colonialisme, comme indiqué ailleurs dans le présent rapport. Un bref aperçu des décisions adoptées par le Comité au cours de l'année figure ci-dessous.

113. En ce qui concerne la décolonisation des territoires, dont la majorité sont des territoires insulaires dispersés dans de vastes océans, le Comité spécial a réaffirmé sa conviction que les questions de superficie, d'isolement géographique et de ressources limitées ne devraient retarder en aucune façon l'exercice du droit inaliénable des peuples de ces territoires à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Déclaration. Le Comité a réaffirmé qu'il incombait aux puissances administrantes de créer dans ces territoires les conditions qui permettraient à leurs populations d'exercer librement et sans ingérence leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Déclaration. Le Comité a réaffirmé que c'était à la population de chacun de ces territoires qu'il appartenait en dernier ressort de déterminer son statut politique futur, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et de la Déclaration. A ce sujet, le Comité a également réaffirmé qu'il importait de faire prendre conscience aux populations de ces territoires des options qui leur étaient offertes dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination. Les moyens que le Comité a d'accélérer la décolonisation des territoires visés ont été renforcés de nouveau au cours de l'année grâce à la coopération que continuent de lui apporter les Gouvernements des Etats-Unis, de la Nouvelle-Zélande et du Portugal, en tant que puissances administrantes, conformément à la procédure établie. Le Royaume-Uni et la France n'ont pas participé aux travaux du Comité en ce domaine au cours de l'année. Le Comité espère que ces deux gouvernements reconsidéreront leur position.

114. De même, le Comité spécial, conscient qu'il importe d'obtenir des renseignements exacts et de première main sur les conditions politiques, économiques et sociales qui régnaient dans les territoires coloniaux, ainsi que sur les vues et aspirations de leurs populations, a souligné la nécessité de continuer à envoyer des missions de visite dans ces territoires en vue de faciliter l'application rapide et efficace de la Déclaration. Le Comité a engagé les puissances administrantes à collaborer ou à continuer de collaborer avec l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine.

115. En ce qui concerne l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies, le Comité spécial a pris note de l'assistance fournie jusqu'à présent aux territoires coloniaux et, considérant que cette assistance devrait encore être élargie pour répondre aux besoins pressants d'aide extérieure des peuples concernés, a réaffirmé qu'il incombait aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de prendre toutes les mesures nécessaires, dans leurs domaines de compétence respectifs, en vue d'assurer l'application intégrale et rapide de toutes les résolutions pertinentes de l'ONU. En soulignant qu'il importe de réunir des ressources supplémentaires pour financer des programmes de plus en plus vastes d'assistance aux peuples concernés et qu'il faut obtenir l'appui des principaux organismes de financement du système des Nations Unies à cet effet, le Comité a recommandé à nouveau aux organismes intéressés d'établir ou de développer des contacts et une coopération avec les peuples coloniaux et les puissances administrantes concernées en vue d'intensifier les programmes d'assistance; et il a instamment prié les chefs de secrétariat de ces organismes de soumettre à leurs organes directeurs et délibérants des propositions concrètes en vue de l'application intégrale des décisions pertinentes de l'ONU, en particulier des programmes précis d'assistance aux peuples des territoires coloniaux et à leurs mouvements de libération nationale. Le Comité spécial a instamment demandé aux chefs de secrétariat de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international de prévoir des procédures souples lors de l'élaboration de programmes précis pour les peuples des territoires coloniaux. En notant avec une grave préoccupation les nombreux liens et l'ample coopération établis entre le régime d'apartheid sud-africain et certains pays dans les domaines politique, diplomatique, économique, nucléaire, militaire et autres, ainsi que la coopération militaire et nucléaire croissante entre le régime raciste de Pretoria et Israël, le Comité a condamné ces nombreux liens et la coopération croissante. Il a souligné qu'il était nécessaire, dans le contexte de la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, que les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies apportent toute l'aide possible aux Etats de première ligne et aux Etats voisins pour leur permettre de redresser leur économie qui a subi les effets néfastes des actes d'agression et de déstabilisation de l'Afrique du Sud, de résister à de nouveaux actes de ce genre et de continuer d'appuyer le peuple sud-africain. En se félicitant que le Programme des Nations Unies pour le développement, poursuivant une démarche dont il a pris l'initiative, continue à maintenir des contacts étroits entre les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies et à coordonner les actions menées par les différentes organisations pour fournir aux peuples des territoires coloniaux une assistance efficace, le Comité a demandé aux organismes du système des Nations Unies d'apporter d'urgence un concours généreux aux activités de secours, de relèvement et de reconstruction dans les territoires non autonomes victimes de catastrophes naturelles.

116. En ce qui concerne les activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application aux pays et aux peuples coloniaux de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance, le Comité spécial a réaffirmé que toute activité, économique ou autre, qui entrave l'application de la Déclaration et fait obstacle aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe et dans d'autres territoires coloniaux constituait une violation directe des droits des habitants ainsi que des principes de la Charte et de toutes les résolutions pertinentes de l'ONU. Il a également réaffirmé le droit inaliénable des peuples de ces territoires à l'autodétermination, à l'indépendance et à la jouissance de leurs ressources naturelles. Le Comité a en outre réitéré que les intérêts étrangers, économiques, financiers et autres, qui exercent actuellement leurs activités dans les territoires coloniaux, constituaient un obstacle majeur à l'indépendance politique et à l'égalité raciale. Il a condamné énergiquement la collaboration de certains pays, d'Israël en particulier, avec le régime minoritaire raciste d'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire. Il a demandé à tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait de prendre des mesures efficaces en vue de mettre fin à toute collaboration avec le régime raciste d'Afrique du Sud, en particulier à l'égard de leurs ressortissants et des personnes morales relevant de leur juridiction qui possèdent et exploitent dans les territoires coloniaux des entreprises préjudiciables aux intérêts des habitants de ces territoires. Le Comité a demandé aux pays producteurs et exportateurs de pétrole qui ne l'ont pas encore fait de prendre des mesures efficaces de façon à mettre fin à l'approvisionnement du régime raciste d'Afrique du Sud en pétrole brut et produits pétroliers et il a prié instamment les puissances administrantes intéressées de prendre des mesures efficaces pour protéger et garantir le droit inaliénable des populations des territoires coloniaux sur leurs ressources naturelles et leur droit d'assumer et de conserver la maîtrise de leur mise en valeur future.

117. En ce qui concerne les activités militaires des puissances coloniales et les dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration et qui pourraient entraver l'application de la Déclaration, le Comité spécial a réaffirmé sa ferme conviction que l'existence de bases et d'installations militaires dans les territoires coloniaux ou non autonomes pourrait constituer un obstacle majeur à la mise en oeuvre de la Déclaration et qu'il appartenait aux puissances administrantes de faire en sorte que l'existence de ces bases et installations n'empêche pas les populations desdits territoires d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux buts et principes de la Charte et de la Déclaration. En outre, le Comité a prié instamment ces puissances de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter d'impliquer lesdits territoires dans des actes d'hostilité ou d'ingérence dirigés contre d'autres Etats et pour se conformer scrupuleusement aux buts et principes énoncés dans la Charte, dans la Déclaration et dans les résolutions et décisions de l'ONU relatives aux activités militaires des puissances coloniales et aux dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires qu'elles administrent. Le Comité a demandé une fois encore aux puissances administrantes intéressées de mettre fin à ces activités et de démanteler ces bases militaires.

Le Comité a répété que les territoires coloniaux et les zones contiguës ne devaient pas être utilisés aux fins d'expériences nucléaires, du déversement de déchets nucléaires ou du déploiement d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive. Le Comité a condamné l'appui continu apporté au régime raciste d'Afrique du Sud dans les domaines militaire et nucléaire et s'est déclaré préoccupé par les graves conséquences que pouvait avoir, pour la paix et la sécurité internationales, la collaboration entre le régime raciste d'Afrique du Sud et certaines puissances occidentales, ainsi qu'Israël et d'autres pays. Il leur a demandé de mettre fin à toute collaboration de cette nature. Le Comité a par ailleurs désapprouvé les aliénations continues, dans les territoires coloniaux, de terres pour des installations militaires.

118. En ce qui concerne la question de la publicité à donner aux activités de l'ONU dans le domaine de la décolonisation, le Comité spécial a de nouveau souligné la nécessité d'alerter l'opinion publique mondiale en vue d'aider les peuples des territoires coloniaux et leur mouvement de libération nationale dans les efforts qu'ils font pour parvenir à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance. Etant donné le rôle important joué par un nombre croissant d'organisations non gouvernementales qui oeuvrent dans le domaine de la décolonisation et conformément aux dispositions de la résolution 44/100 de l'Assemblée générale relative au trentième anniversaire de la Déclaration, le Comité a notamment organisé deux séminaires régionaux avec le concours d'organisations non gouvernementales ayant leur siège dans les régions du Pacifique et des Caraïbes. Les représentants de 24 organisations non gouvernementales ont participé à ces deux séminaires, l'un tenu à Port Vila (Vanuatu) en mai 1990 et l'autre à Bridgetown (Barbade) en juin. Le compte rendu des travaux de ces séminaires figure au chapitre II du présent rapport 18/. Comme indiqué dans le rapport, le Comité a invité ces organisations à poursuivre et intensifier leur campagne contre les maux et dangers du colonialisme ainsi que leur soutien à tous les peuples coloniaux. Le Comité a estimé qu'il était essentiel de prendre des mesures concrètes pour assurer une plus large diffusion d'informations sur les questions de décolonisation - en faisant largement connaître les activités des organes des Nations Unies qui se consacrent à la décolonisation et en diffusant plus largement les informations sur tous les territoires coloniaux. Le Comité a prié le Département de l'information du Secrétariat d'intensifier ses activités d'information en matière de décolonisation, tant au Siège de l'ONU que par un déploiement efficace des centres d'information des Nations Unies, et de lui faire rapport à ce sujet.

119. Au cours de l'année, le Comité spécial a également continué d'examiner la question de la liste des territoires auxquels la Déclaration s'appliquait. En ce qui concerne sa décision du 16 août 1988 relative à Porto Rico, il a procédé à l'audition de plusieurs représentants d'organisations concernées et a adopté sur la question une nouvelle résolution (A/AC.109/1051) dont le texte est reproduit au paragraphe 49 du présent chapitre.

120. Conformément aux directives de l'Assemblée générale, le Comité spécial a pu au cours de l'année réduire au minimum le nombre de ses séances officielles et limiter le gaspillage résultant de l'annulation des séances prévues.

J. Travaux futurs

121. Conformément au mandat que l'Assemblée générale lui a confié dans ses résolutions pertinentes et sous réserve de toutes autres directives qu'il pourrait recevoir de l'Assemblée lors de la quarante-cinquième session, le Comité spécial se propose, en 1990, de poursuivre ses efforts et de rechercher les meilleurs moyens d'appliquer pleinement et sans délai la Déclaration à tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance. En particulier, le Comité suivra de près les faits nouveaux susceptibles de survenir dans chacun de ces territoires ainsi que la façon dont tous les Etats, notamment les puissances administrantes, se conforment aux décisions et résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Sur la base de cet examen, le Comité soumettra des conclusions et recommandations quant aux mesures concrètes à prendre pour atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration et dans les dispositions pertinentes de la Charte.

122. Le Comité spécial continuera de faire des suggestions concrètes susceptibles d'aider le Conseil de sécurité à étudier les mesures à prendre en vertu de la Charte, en ce qui concerne les faits nouveaux survenant dans les territoires coloniaux qui risquent de menacer la paix et la sécurité internationales.

123. Le Comité spécial continuera d'accorder une attention particulière aux petits territoires, en y envoyant toutes les fois qu'il sera possible des missions de visite et de recommander à l'Assemblée générale les mesures les plus appropriées à prendre pour permettre à leurs populations d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance. En formulant ces recommandations, le Comité prendra en considération les comptes rendus des débats figurant dans les rapports des deux séminaires régionaux, qui pourront servir de base à l'établissement de programmes appropriés faisant suite à ces travaux. Le Comité continuera également de passer en revue la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration.

124. Le Comité spécial continuera à étudier la possibilité de prendre des mesures complémentaires destinées à mettre fin aux activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration dans les territoires sous domination coloniale, et de renforcer les efforts visant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe. En outre, le Comité entend poursuivre son étude des activités militaires et des dispositions de caractère militaire que les puissances coloniales ont entreprises ou prises dans les territoires qu'elles administrent et qui sont de nature à entraver l'application de la Déclaration.

125. Le Comité spécial se propose de poursuivre l'examen de la question de l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies. Ce faisant, il examinera à nouveau les mesures prises ou envisagées par les organisations internationales en application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Il se propose, le cas échéant, de procéder avec ces organisations à de nouvelles consultations et à de nouveaux contacts. Il tiendra également compte des résultats des consultations qui continueront d'avoir lieu en 1990 entre son président et le Président du Conseil économique et social dans le cadre des décisions pertinentes de l'Assemblée, du Conseil et du Comité spécial lui-même.

En outre, le Comité maintiendra, sur une base régulière, des contacts étroits avec le Secrétaire général de l'OUA et des hauts fonctionnaires de cette organisation en vue de faciliter l'application effective des décisions des divers organes des Nations Unies par les institutions spécialisées et les autres organisations intéressées.

126. Dans ses résolutions relatives à des territoires particuliers, l'Assemblée générale a demandé à diverses reprises aux puissances administrantes de coopérer ou de continuer à coopérer avec le Comité spécial en permettant à des missions de visite d'avoir accès aux territoires qu'elles administrent. Tenant compte du rôle constructif qu'ont joué les missions de visite précédentes des Nations Unies dans des territoires coloniaux, le Comité continue d'accorder une importance essentielle à l'envoi de ces missions, dans lesquelles il voit un moyen d'obtenir des renseignements appropriés de première main sur la situation dans les territoires et sur les vœux et aspirations des populations concernant leur statut futur. En conséquence, le Comité continuera à rechercher la pleine coopération des puissances administrantes pour être en mesure d'obtenir ces renseignements par l'envoi, le cas échéant, de missions de visite dans les territoires concernés.

127. Conscient de l'importance que l'Assemblée générale attache à la nécessité d'une campagne mondiale de publicité ininterrompue dans le domaine de la décolonisation, le Comité spécial suivra constamment la question de la diffusion de renseignements sur la décolonisation. En particulier, il continuera à examiner les programmes de publication et autres activités d'information envisagés en la matière par le Département de l'information et le Département des questions politiques spéciales, de la coopération régionale, de la décolonisation et de la tutelle. Le Comité présentera à nouveau à l'Assemblée générale des recommandations appropriées au sujet des moyens propres à assurer la diffusion la plus large possible des renseignements pertinents. L'Assemblée tiendra certainement à prier instamment les puissances administrantes de coopérer avec le Secrétaire général à une large diffusion de l'information dans les territoires concernés.

128. Etant donné l'importance qu'il accorde au rôle des organisations non gouvernementales qui oeuvrent dans le domaine de la décolonisation pour aider les peuples des territoires dépendants, le Comité spécial continuera de chercher à collaborer étroitement avec ces organisations, notamment en vue d'obtenir leur appui pour la diffusion des renseignements s'y rapportant et la mobilisation de l'opinion publique mondiale en faveur de la cause de la décolonisation. A cette fin, il entend continuer à participer aux conférences, séminaires et autres réunions spéciales sur la décolonisation organisés par ces ONG, ainsi qu'aux réunions qui pourraient se tenir à l'initiative d'organismes des Nations Unies ou d'autres organismes intergouvernementaux.

129. Compte tenu des vues exprimées par les représentants des territoires non autonomes aux séminaires organisés par le Comité spécial au Vanuatu et à la Barbade à l'occasion du trentième anniversaire de la Déclaration 19/, le Comité étudiera, en coopération avec les puissances administrantes, de quelle manière il serait possible, dans la limite des ressources disponibles, de faire participer davantage les représentants de ces territoires aux travaux du Comité.

130. Compte tenu des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale relatives au plan des conférences et de l'expérience qu'il a acquise au cours des années précédentes ainsi que des tâches qui l'attendent l'année suivante, le Comité spécial a approuvé un programme provisoire de réunions pour 1991-1992 qu'il recommande à l'Assemblée d'approuver. A cet égard, il entend tenir, comme l'Assemblée l'y a autorisé, des réunions hors Siège chaque fois qu'il l'estimera nécessaire pour s'acquitter efficacement de son mandat. Sous réserve que les services et installations de conférence nécessaires soient disponibles, il envisagera d'accepter les invitations qu'il pourrait recevoir à cet égard en 1991 et, dès que des précisions auront été données sur ces réunions, pourra prier le Secrétaire général de demander les crédits nécessaires conformément à la procédure établie.

131. Le Comité spécial suggère que lorsque l'Assemblée générale examinera la question de l'application de la Déclaration lors de sa quarante-cinquième session, elle tienne compte des diverses recommandations du Comité mentionnées dans les chapitres pertinents du présent rapport et approuve notamment les propositions décrites dans la présente section, afin que le Comité soit en mesure de mener à bien les tâches qu'il se propose d'accomplir en 1991. En outre, le Comité recommande que l'Assemblée renouvelle l'appel par lequel elle a demandé aux puissances administrantes de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'application de la Déclaration et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux vœux librement exprimés des populations des territoires intéressés. A cet égard, le Comité recommande que l'Assemblée prie à nouveau les puissances administrantes de coopérer ou de continuer à coopérer avec lui dans l'accomplissement de son mandat et, notamment, de participer activement à ses travaux relatifs aux territoires placés sous leur administration. L'Assemblée ayant affirmé que le fait d'associer directement les territoires non autonomes aux travaux de l'ONU et des institutions spécialisées constituait un moyen efficace de faire progresser les peuples de ces territoires vers une situation d'égalité avec les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, le Comité recommande également que l'Assemblée continue à inviter les puissances administrantes à autoriser des représentants des territoires intéressés à participer aux débats de la Quatrième Commission et du Comité spécial sur les questions concernant leurs territoires respectifs. En outre, l'Assemblée pourrait faire de nouveau appel à tous les Etats, institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, pour qu'ils se conforment aux diverses demandes que leur ont adressées l'Assemblée et le Conseil de sécurité dans leurs résolutions pertinentes.

132. Le Comité spécial recommande que l'Assemblée générale, lorsqu'elle approuvera le programme de travail exposé ci-dessus, prévoie également les crédits nécessaires pour couvrir les activités que le Comité a envisagées pour 1991. Il rappelle que les estimations présentées par le Secrétaire général dans le projet de budget-programme 1990-1991 en ce qui concerne le programme de travail ordinaire du Comité spécial durant ces deux années étaient basées sur le volume d'activité approuvé pour 1989, sans préjudice des décisions que prendrait l'Assemblée générale à ses quarante-cinquième et quarante-sixième sessions. Le Comité spécial part donc du principe que l'Assemblée approuverait des crédits suffisants. S'il décidait de tenir une série de réunions ailleurs qu'au Siège (voir par. 130) dans le contexte

de la résolution 1654 (XVI), paragraphe 6 et de la résolution 2621 (XXV), paragraphe 3, alinéa 9, de l'Assemblée générale, il est entendu que, lorsque des précisions auront été données au sujet de ces réunions, le Secrétaire général demandera, sous réserve que les services et installations de conférence nécessaires soient disponibles, l'ouverture des crédits nécessaires conformément à la procédure établie. Enfin, le Comité espère que le Secrétaire général continuera à mettre à sa disposition toutes les facilités et le personnel nécessaires à l'accomplissement de son mandat, compte tenu des diverses tâches que l'Assemblée lui a confiées et de celles qui pourraient découler de ses décisions de l'année en cours.

K. Conclusion de la session de 1990

133. A sa 1369^e séance (1^{er} août), le Comité spécial a décidé de demander au Rapporteur d'établir le présent rapport et de le soumettre directement à l'Assemblée générale, conformément à la pratique établie.

134. A la 1376^e séance (20 août), le Président a fait une déclaration à l'occasion de la clôture de la session de 1990 du Comité spécial (A/AC.109/PV.1376).

Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, annexes, additif au point 25 de l'ordre du jour, document A/5238.

2/ Voir les rapports dont le Comité spécial a saisi l'Assemblée générale de sa dix-huitième à sa quarante-quatrième session. Pour les plus récents, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 23 (A/42/23); ibid., quarante-troisième session, Supplément No 23 (A/43/23); et ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 23 (A/44/23).

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 23 (A/44/23).

4/ Ibid., chap. I, sect. K.

5/ Ibid., chap. II.

6/ Ibid., quarante-quatrième session, annexes, point 8 de l'ordre du jour, document A/43/250 et Corr.1 et 2, par. 28.

7/ A/44/860.

8/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 23 (A/44/23), chap. I, par. 128.

9/ Ibid., par. 48.

10/ A/AC.109/L.1746.

11/ Pour l'explication de leur non-participation, voir document A/42/651, annexe, et Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante et unième session, Supplément No 23 (A/41/23), chap. I, par. 76 et 77.

12/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 23 (A/44/23), chap. I, par. 79 et 80.

13/ S/21662.

14/ S/21678.

15/ T/1950.

16/ Résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1965, annexe.

17/ E/1990/20 et Add. 1.

18/ A/45/23 (Partie III).

19/ A/AC.109/1040 et Corr.1 et A/AC.109/1043.

ANNEXE

Liste des documents officiels publiés par le Comité spécial en 1990

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Date</u>
<u>Documents en distribution générale</u>		
A/AC.109/INF/28 et Add.1	Liste des délégations	28 février 1990 11 octobre 1990
A/AC.109/687/Add.11	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Secrétaire général - additif	6 avril 1990
A/AC.109/1015 et Corr.1	Pitcairn (document de travail)	19 janvier 1990 26 janvier 1990
A/AC.109/1016	Sainte-Hélène (document de travail)	29 janvier 1990
A/AC.109/1019	Guam	5 février 1990
A/AC.109/1018	Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration et qui pourraient entraver l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : Guam	5 février 1990
A/AC.109/1019	Iles Caïmanes (document de travail)	13 février 1990
A/AC.109/1020	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l' <u>apartheid</u> et la discrimination raciale en Afrique australe : Iles Caïmanes	7 février 1990

/...

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Date</u>
A/AC.109/1021	Iles Vierges britanniques (document de travail)	15 mars 1990
A/AC.109/1022	Séminaires régionaux destinés à marquer le trentième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	14 mars 1990
A/AC.109/1023 et Add.1 et Corr.1	Iles Turques et Caïques (document de travail)	21 mars 1990 27 mars 1990 12 avril 1990
A/AC.109/1024	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres ... : îles Turques et Caïques	16 mars 1990
A/AC.109/1025	Bermudes (document de travail)	29 mars 1990
A/AC.109/1026	Anguilla (document de travail)	23 mars 1990
A/AC.109/1027	Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles : Bermudes	2 avril 1990
A/AC.109/1028	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres ... : Bermudes	3 avril 1990
A/AC.109/1029	Iles Vierges américaines (document de travail)	11 avril 1990
A/AC.109/1030	Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles ... : îles Vierges américaines	11 avril 1990
A/AC.109/1031	Montserrat (document de travail)	16 avril 1990
A/AC.109/1032	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres ... : Montserrat	12 avril 1990
A/AC.109/1033	Samoa américaines (document de travail)	16 avril 1990
A/AC.109/1034	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres ... : îles Vierges américaines	19 avril 1990
A/AC.109/1035	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres ... : Anguilla	18 avril 1990

/...

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Date</u>
A/AC.109/1036	Tokelaou (document de travail)	20 avril 1990
A/AC.109/1037 et Add.1	Timor oriental (document de travail)	26 juillet 1990 8 août 1990
A/AC.109/1038	Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique	[à paraître]
A/AC.109/1039 et Corr.1	Renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en vertu de l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies : rapport du Secrétaire général	26 juillet 1990 1er août 1990
A/AC.109/1040 et Corr.1	Rapport du séminaire régional destiné à marquer le trentième anniversaire de la Déclaration ... tenu à Port Vila (Vanuatu) du 9 au 11 mai 1990	30 juillet 1990 15 août 1990
A/AC.109/1041 et Corr.1	Nouvelle-Calédonie (document de travail)	3 août 1990 16 août 1990
A/AC.109/1042 et Corr.1	Iles Falkland (Malvinas) (document de travail)	10 août 1990 2 octobre 1990
A/AC.109/1043	Rapport du séminaire régional destiné à marquer le trentième anniversaire de la Déclaration ..., tenu à Bridgetown (Barbade) du 19 au 21 juin 1990	30 juillet 1990
A/AC.109/1044	Gibraltar (document de travail)	14 août 1990
A/AC.109/1045	Question du Timor oriental : lettre datée du 27 juillet 1990 adressée au Président du Comité spécial par le Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies	31 juillet 1990
A/AC.109/1045/ Add.1	Question du Timor oriental : lettre datée du 7 août 1990 adressée au Président du Comité spécial par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies	7 août 1990

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Date</u>
A/AC.109/1046	Question de l'envoi de missions de visite dans les territoires : résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1365e séance, le 6 août 1990	6 août 1990
A/AC.109/1047	Renseignements relatifs aux territoires autonomes ... : résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1365e séance, le 6 août 1990	6 août 1990
A/AC.109/1048 et Corr.1/Rev.1	Sahara occidental (document de travail)	13 août 1990 19 septembre 1990
A/AC.109/1049	Question de la Nouvelle-Calédonie : résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1369e séance, le 13 août 1990	16 août 1990
A/AC.109/1050	Question des îles Falkland (Malvinas) : résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1370e séance, le 14 août 1990	14 août 1990
A/AC.109/1051	Décision adoptée par le Comité spécial le 17 août 1989 concernant Porto Rico : résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1373e séance, le 15 août 1990	16 août 1990
A/AC.109/1052	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies : résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1376e séance, le 20 août 1990	21 août 1990
A/AC.109/1053	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres ... : résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1376e séance, le 20 août 1990	21 août 1990
A/AC.109/1054	Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles ... : décision adoptée par le Comité spécial à sa 1376e séance, le 20 août 1990	21 août 1990

/...

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Date</u>
A/AC.109/1055	Trentième anniversaire de l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1376e séance, le 20 août 1990	23 août 1990
<u>Documents en distribution limitée</u>		
A/AC.109/L.1686/ Add.1	274e rapport du Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance : rapport sur l'application de la Déclaration ... par les institutions spécialisées ... : annexe - consultations avec les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies	5 février 1990
A/AC.109/L.1717	Organisation des travaux : résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale - note du Secrétaire général	18 janvier 1990
A/AC.109/L.1718	Organisation des travaux : note du Président	18 janvier 1990
A/AC.109/L.1719	278e rapport du Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance : organisation des travaux	12 avril 1990
A/AC.109/L.1720	279e rapport du Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance : Semaine de solidarité avec les peuples de tous les territoires coloniaux ainsi que de l'Afrique du Sud qui luttent pour la liberté, l'indépendance et les droits de l'homme	10 mai 1990
A/AC.109/L.1721	280e rapport du Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance : question de la diffusion d'informations sur la décolonisation	11 juillet 1990

/...

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Date</u>
A/AC.109/L.1722 et Add.1	281e rapport du Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance : rapport sur l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies	16 juillet 1990 [à paraître]
A/AC.109/L.1723	282e rapport du Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance : consultations avec les organisations non gouvernementales pertinentes sur les questions relatives à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	10 juillet 1990
A/AC.109/L.1724	283e rapport du Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance : consultations avec les représentants de l'Organisation de l'unité africaine et des mouvements de libération nationale	17 juillet 1990
A/AC.109/L.1725	284e rapport du Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance : examen des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Plan d'action pour l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux pays coloniaux	11 juillet 1990
A/AC.109/L.1726	Rapport du Sous-Comité des petits territoires : Anguilla	20 juillet 1990
A/AC.109/L.1727	Rapport du Sous-Comité des petits territoires : Bermudes	20 juillet 1990
A/AC.109/L.1728	Rapport du Sous-Comité des petits territoires : Iles Vierges britanniques	20 juillet 1990
A/AC.109/L.1729	Rapport du Sous-Comité des petits territoires : Iles Caïmanes	20 juillet 1990

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Date</u>
A/AC.109/L.1730	Rapport du Sous-Comité des petits territoires : Montserrat	20 juillet 1990
A/AC.109/L.1731	Rapport du Sous-Comité des petits territoires : Pitcairn	20 juillet 1990
A/AC.109/L.1732	Rapport du Sous-Comité des petits territoires : Sainte-Hélène	20 juillet 1990
A/AC.109/L.1733	Rapport du Sous-Comité des petits territoires : Iles Turques et Caïques	20 juillet 1990
A/AC.109/L.1734	Rapport du Sous-Comité des petits territoires : Tokélaou	20 juillet 1990
A/AC.109/L.1735	Rapport du Sous-Comité des petits territoires : Samoa américaines	20 juillet 1990
A/AC.109/L.1736 et Corr.1	Rapport du Sous-Comité des petits territoires : Guam	20 juillet 1990 30 juillet 1990
A/AC.109/L.1737	Rapport du Sous-Comité des petits territoires : Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique	24 juillet 1990
A/AC.109/L.1738	Rapport du Sous-Comité des petits territoires : Iles Vierges américaines	24 juillet 1990
A/AC.109/L.1739	Renseignements relatifs aux territoires non autonomes ... : projet de résolution présenté par le Président	2 août 1990
A/AC.109/L.1740	Application de la Déclaration ... par les institutions spécialisées ... : rapport du Président	26 juillet 1990
A/AC.109/L.1741	Question de l'envoi de missions de visite dans les territoires : rapport du Président	31 juillet 1990
A/AC.109/L.1742	Question de l'envoi de missions de visite dans les territoires : rapport du Président	2 août 1990
A/AC.109/L.1743	Question des îles Falkland (Malvinas) : projet de résolution	8 août 1990
A/AC.109/L.1744	Question de la Nouvelle-Calédonie : projet de résolution	9 août 1990

/...

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Date</u>
A/AC.109/L.1745	Questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, des Samoa américaines et de Tokélaou : projet de résolution	10 août 1990
A/AC.109/L.1746	Décision adoptée par le Comité spécial le 17 août 1989 concernant Porto Rico : rapport du Rapporteur	13 août 1990
A/AC.109/L.1747	Décision adoptée par le Comité spécial le 17 août 1989 concernant Porto Rico : projet de résolution	14 août 1990
A/AC.109/L.1748	97e rapport du Groupe de travail	16 août 1990
A/AC.109/L.1749	Application de la Déclaration ... par les institutions spécialisées ... : projet de résolution	15 août 1990
A/AC.109/L.1750	Application de la Déclaration ... par les institutions spécialisées ... : amendements de la République arabe syrienne au projet de résolution A/AC.109/L.1799	15 août 1990
A/AC.109/L.1751	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres ... : projet de résolution présenté par le Président à l'issue de consultations avec les membres du Comité spécial	17 août 1990
A/AC.109/L.1752	Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles ... : projet de décision présenté par le Président	16 août 1990
A/AC.109/L.1753	Trentième anniversaire de l'adoption de la Déclaration ... projet de résolution présenté par le Président à l'issue de consultations avec les membres du Comité spécial	17 août 1990
